



*Présidence de la République
du Congo*

Cabinet du Chef de l'Etat

Brazzaville le **07 JANV 2000**

N° **019/00** /PR. CAB.

Le Président de la République

DIFFUSION STRICTEMENT LIMITÉE AUX MEMBRES DU CMAS

**Orientations générales à la réunion du Comité Mixte d'Actions Spéciales
du 07 Janvier 2000 à Brazzaville**

Chers membres du Comité Mixte d'Actions Spéciales,

Comme je le fais traditionnellement depuis octobre 1997, après tous les discours officiels que j'ai tenus ces derniers temps, lesquels comme vous le savez bien, sont destinés aux chancelleries étrangères et au grand public mais non aux hommes du pouvoir que vous êtes, je tiens à réaffirmer devant vous, les grandes orientations qui doivent guider notre action pour cette année 2000.

Celles-ci résultent des engagements que nous avons pris ensemble lors de notre première réunion du 10 novembre 1996 sur la prise du pouvoir, sur les techniques de sa consolidation et les moyens de sa pérennisation. Il vous appartiendra au cours de cette première réunion annuelle d'y réfléchir et d'en déterminer les modalités d'application. Je dois vous rassurer que les accords signés ça et là s'inscrivent dans le cadre des diversions prévues dans notre stratégie, nécessaires pour notre image et ne doivent en aucun cas entamer votre moral. Nous devons continuer de nous appuyer sur la force comme moyen essentiel de la conservation du pouvoir.

*Au demeurant, je ne peux manquer de vous rendre un vibrant hommage pour les victoires remportées jusqu'à ce jour. Malgré un environnement caractérisé par un tintamarre médiatique contre notre régime, vous avez su appliquer le célèbre précepte de Mao Zedong : « **Le pouvoir est au bout du fusil** ».*

*Nous n'avons pas droit à l'erreur d'analyse. Quand il s'agit de l'Afrique, les Occidentaux ne respectent que la force tout en prenant le soin de se cacher derrière la reconnaissance des états et non des régimes. Le slogan « **Le pouvoir ou la mort** » doit être gravé dans la conscience de chacun de nos hommes. Je ne vous rappellerais jamais assez que le retour de la paix signifie la perte de notre pouvoir.*

Vous réalisez à présent à quel point l'arsenal militaire de l'Angola nous est précieux. Peu importe que, politiquement, nous ne représentions que 15% de la population. Le peuple n'est ni plus ni moins qu'un bouclier dont il faut se servir habilement. L'essentiel est d'avoir la force militaire de notre côté. Nos deux ans de règne contre la volonté de la majorité du pays et d'une bonne partie de l'opinion internationale en sont la preuve.

Le maintien de l'état de guerre à l'instar de l'Angola, l'extermination progressive des populations qui nous sont hostiles, la répression consécutive de toute velléité d'opposition intérieure, le musellement de la presse nationale, la traque de tous nos opposants partout où ils se trouvent à l'étranger, la déstabilisation des associations et des personnalités étrangères critiquant notre régime, la désinformation de l'opinion nationale et internationale grâce aux puissants moyens de presse dont nous disposons doivent demeurer les principaux axes de notre politique. L'application rigoureuse de celle-ci est le seul gage de la survie de notre régime.

C'est pourquoi, pour cette première réunion annuelle du Comité Mixte d'Actions Spéciales élargie aux chefs d'antennes territoriales et socioprofessionnelles, je vous invite à réfléchir profondément sur les points suivants :

■ *Poursuivre l'opération Mouébara dans les nouvelles conditions des accords de Pointe-Noire et de Brazzaville, parachever impérativement le dépeuplement des 430 000 personnes prévu dans sa dernière phase dont l'exécution a été perturbée par les accords précités, car si les résultats sont très satisfaisants dans le Pool, qui est aujourd'hui vidé d'environ trois quart de sa population, ils restent cependant très modestes pour les autres régions ciblées, utiliser pour cette mission uniquement des hélicoptères de combat et en faire porter la responsabilité de la provocation aux partisans de l'ancien régime;*

■ *Recenser les membres de nos pelotons d'exécution qui menacent de révéler l'existence et l'emplacement des charniers à la presse étrangère et les mettre sous haute surveillance jusqu'à nouvel ordre tout en les tenant suffisamment éloignés des étrangers et de certains mouchards nationaux;*

■ *Veiller à ce que les Organisations humanitaires étrangères devant intervenir dans les zones prévues par l'accord de Brazzaville ne tombent sur aucun des 16 charniers dissimulés; des itinéraires obligatoires devront leur être indiqués et des escortes par nos hommes les plus fiables devront leur être imposées;*



■ Préparer la tenue d'un séminaire de sensibilisation sur le thème : «Le pouvoir ou la mort» auquel devront participer tous nos hommes les plus fidèles et aptes à occuper un poste de responsabilité dans l'Armée, la Police, l'Administration territoriale, la Douane et les Impôts, insister sur l'importance de l'inspiration de cette devise pour notre pouvoir à un moment où les chantres de la démocratisation redoublent d'ardeur à travers le monde;

■ Prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'aide humanitaire soit prioritairement livrée aux populations favorables au pouvoir et maintenir celles qui nous sont hostiles dans un état de précarité qui les oblige à se soumettre;

■ Se servir de l'accord de Brazzaville, notamment en ses articles 5 et 6 pour insérer les Hutus rwandais, les miliciens interhamwés, les anciens membres de la garde présidentielle de feu le Maréchal Mobutu, les tchadiens qui combattent avec nous dans les forces armées congolaises y compris même les angolais et les afro-cubains qui le désireraient;

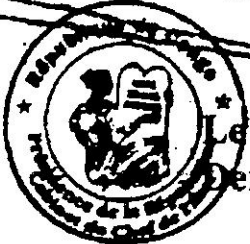
■ Interdire strictement la délivrance du passeport national à tout ressortissant du Sud et aux nordistes qui refusent de se rallier afin d'empêcher leur sortie à l'étranger où ils se transforment en témoin à charge contre nous auprès des organisations de défense des droits de l'homme et des tribunaux;

■ Renforcer les réseaux de l'étranger afin de mieux traquer les opposants et de déstabiliser efficacement les organisations hostiles à notre pouvoir;

■ Organiser l'exécution des détenus politiques se trouvant encore dans nos geôles et en faire porter le chapeau aux éléments incontrôlés;

■ Réaliser coûte que coûte au cours de l'année un référendum et empêcher par tous les moyens le retour des exilés politiques influents.

Je reste à l'écoute de vos remarques et suggestions.


 Le Général d'Armée,
 Denis SASSOU NGUESSO